

A Auxerre le 14 septembre 2016

Le Président,

Monsieur Philippe de LADOUCETTE
Président de la Commission de Régulation
de l'Énergie
15, rue Pasquier
75379 PARIS cedex 08

Ref : EG/JNL/2016/396

Objet : Réponse à la consultation publique sur les prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité – TURPE 5. Question n° 20. Observations – recommandations.

NB : Réponse à caractère **non** confidentiel.

Monsieur le Président,

Vous avez publié en ligne la consultation publique que vous avez lancée relative à la définition des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité, dits « TURPE 5 » et à laquelle chacun peut participer.

Je vous fais donc part des éléments d'information suivants, qui me semblent devoir être pris en compte dans l'élaboration de ces tarifs.

En effet, mon attention a été attirée, en particulier par les services de la FNCCR à laquelle le SDEY adhère, sur le fait que l'évolution de la redevance de concession perçue par les autorités organisatrices de la distribution d'électricité figurerait, pour notre concessionnaire Enedis, parmi les indicateurs financiers d'une régulation incitative.

Or, la redevance annuelle de concession a pour objet de faire financer par le prix du service rendu aux clients du service public une contrepartie des dépenses supportées par l'autorité concédante au bénéfice du service public concédé et définies à l'article L 2224-31 CGCT (contrôle, maîtrise d'ouvrage...) (cf. §2.7.5. de la note technique), à savoir :

- d'une part, une partie des investissements financés par l'autorité concédante sur les réseaux de distribution d'électricité mis à disposition du concessionnaire pour l'exploitation du service concédé, et
- d'autre part, certains frais induits générés par l'exercice de ses missions de concédant.

Cette intention d'allouer au concessionnaire Enedis un bonus selon qu'il réduirait le niveau de la charge représentée par les redevances de concession serait un très mauvais signal donné à la dynamique d'investissements portée par les maîtres d'ouvrage que sont les autorités concédantes, soucieuses de maintenir une bonne qualité de fourniture sur l'ensemble de son territoire, ainsi qu'aux entreprises prestataires qui concourent au maintien et au développement de l'emploi local.

Par des investissements continus et soutenus réalisés par le SDEY, autorité concédante sur le territoire de l'Yonne, désormais consolidés et valorisés au niveau du Comité du système de distribution publique d'électricité qui donne un avis sur les politiques nationales d'investissement, ces redevances concourent à l'amélioration de la qualité du produit distribué autant qu'à l'aménagement du territoire.

Il serait donc pour le moins paradoxal d'inclure dans le périmètre du mécanisme de régulation incitative, des charges du distributeur dont le rôle est justement de concourir à l'amélioration de ce service public.

Selon nous, l'efficacité des politiques d'investissement ne saurait être évaluée par un indicateur d'évolution du niveau des redevances de concession, alors que celles-ci concourent notamment, d'une part à améliorer le service public local de la distribution d'électricité par des actions correctives aux interventions du distributeur (diagnostiquées par le contrôle de la concession) et d'autre part à orienter pour l'avenir les investissements vers une transition énergétique, dans l'esprit de la Loi du même nom.

A la réponse à la question n°20, je vous informe que j'attache le plus grand prix à ce que ces charges ne soient pas incluses dans le périmètre de la régulation incitative et soient à contrario intégrées au compte de régulation des charges et produits de façon à couvrir les risques de variation des redevances de concession, qui représentent près de 2% des charges du distributeur.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

et Cordialement,

Jean-Noël LOURY